

le barrio, la rue, les gangs une critique de la sociologie urbaine

Yves Pedrazzini en collaboration avec Magaly Sanchez R. (2001)

*A la mémoire d'Ali Campomar (1959-1988)
Sociologue vernaculaire caraquéño*

La métropolisation de l'Amérique du Sud se poursuit à un rythme effréné qui ne connaît d'équivalent ni ailleurs dans le monde, ni dans l'histoire. Pour en comprendre les spécificités spatiales et sociales, il nous faut partir du principe de rupture et de fragmentation qui en détermine aujourd'hui les dynamiques. Pour cela, nous avons choisi d'étudier de manière approfondie l'un des fragments essentiels, le *barrio* – quartier populaire autoconstruit – et, depuis le barrio, de “reconstruire” la métropole, en comprenant cette fois la logique “chaotique” et les phénomènes les plus controversés, tels les gangs de jeunes. Enfin, à partir de là, nous essayerons de montrer que la sociologie urbaine ne saurait analyser la métropole latino-américaine en stigmatisant le barrio et ses habitants. Il lui faut, elle-aussi, se métropoliser. Il faut prendre en compte la “critique populaire” que le barrio et les gangs font à la sociologie urbaine.

Les années 90, temps des métropoles

On peut parier que notre temps – ce fameux tournant de millénaire – restera dans l'Histoire comme le “temps des métropoles”. Avant, vers 1950, il n'y avait que des villes et des villages, des campagnes, des déserts, des forêts ; après, aux alentours de 2050, il n'y aura certainement plus de métropoles, soit que l'espace urbain se soit disloqué d'être tellement conflictuel, soit qu'il ait fini par apaiser ses tourments... On se dira alors : “Aux temps des métropoles, les gens n'étaient pas d'une seule sorte, et les quartiers étaient de qualité très diverse. Il y avait des classes, des luttes, de la sueur et du sang... En Amérique surtout, en Amérique Latine, c'était là qu'étaient les plus violentes, les plus grandes, les plus fameuses des métropoles, il y avait Mexico, Sao Paulo, Guayaquil, Lima, il y avait Rio de Janeiro, Buenos Aires, Bogota... Au Venezuela, il y avait Caracas. C'étaient les tropiques, mais surtout c'était la ville, l'urbain, la métropole latino-américaine (Pedrazzini, 1994). Un modèle de société encore inédit en émerge et dessine le paysage de notre époque, l'âge de ciment. Les multiples approches, parfois convergentes, parfois divergentes, de ce phénomène social et spatial, total et extrême, qu'est la métropolisation nous permettent, par leur diversité même, de ne plus vivre la ville innocemment. La métropole a fait éclater l'ancien cœur de la cité et en a fait battre cent nouveaux en cent lieux du territoire urbain. Ces lieux, souvent instables et “chaotiques”, menacent de détériorer gravement l'environnement naturel mais aussi construit, et les cas de catastrophes écologiques urbaines – dans lesquelles se conjuguent violences de la nature et défauts urbanistiques – se multiplient gravement un peu partout (Amérique Centrale, Inde, Venezuela...). La métropolisation est sans aucun doute un modèle de civilisation “explosé” ! Malgré cela, il tend à l'hégémonie planétaire.

Doit-on pour autant parler de métropole comme si un seul modèle était en passe de se mondialiser, en faisant fi des spécificités culturelles locales et en s'interdisant alors de toute tentative pour décrire la métropole “latino-américaine” et essayer d'en spécifier les traits essentiels ? Nous avons l'intuition que le phénomène de métropolisation est, en Amérique Latine, d'une autre espèce que celui que l'on connaît ailleurs, partout ailleurs. Nous essayerons d'étayer, plus bas, cette intuition, en admettant qu'il y a évidemment quelque artifice à opérer une distinction analytique entre les métropoles en partant d'un indicateur géographique et à distinguer ainsi cités d'Europe et d'Amérique ou du Tiers-Monde. Il ne faut, par exemple, pas se faire trop d'illusions sur le devenir des sociétés urbaines européennes. Les occupations de logements vides se font de plus en plus souvent, parfois sur initiatives des pouvoirs publics débordés. Les luttes urbaines reprennent, au nom d'idéaux que l'on avait cru envolés, luttes de classes, autogestion, grèves syndicales... Les jeunes, un moment séduits par les cultures de l'entreprise et de la réussite matérielle, refusent à nouveau les modèles de leurs aînés pour se dédier à un abandon passionné de la “société” – ainsi que les événements de Seattle de l'hiver 99 l'ont prouvé. Les maladies d'amour de la modernité et de l'urbain telles que le SIDA posent au capitalisme avancé autant de questions d'éthique que de coût de la santé. Les banlieues, même déportées vers l'extérieur de la ville, ne sont plus en périphérie mais au cœur du problème.

Le “Tiers-monde”, comme modèle d’organisations sociale et spatiale urbaines, est aussi d’ici et de maintenant, et la sociologie contemporaine ne peut se satisfaire d’un découpage arbitraire des sujets, se gardant la part de la modernité technologique (information, communication, transports...), en laissant aux anthropologues l’étude des coutumes et savoir-faire “traditionnels” et aux travailleurs sociaux les problèmes des “nouveaux pauvres”, leur santé fragile et leurs logements insalubres. Et s’il faut commencer à dessiner à grands traits une sociologie du troisième millénaire (ou, plus modestement, des années 2000-2010), partons du principe qu’elle devra viser à une étude approfondie de trois thèmes au moins : la fonction sociale de la rue (urbanités futures, créativité, violence, ségrégation...); la fonction sociale de la vitesse (mobilités, communication, information, etc.); la sociabilité des groupes minoritaires (clans, tribus, familles, sectes ? ?). A partir de là, la sociologie peut espérer renouer avec ses fondements de recherche - le lien social, les acteurs, le changement - en les replaçant dans l’actualité, urbaine et globale, de la métropole. Une telle “attitude” sociologique est, à notre avis, indispensable à une science du monde tel qu’il se transforme, et non tel qu’il est maintenant, dans l’état, pour quelques heures ou quelques minutes, ceci en “occident” comme dans le “Tiers-monde”. Car, si Malraux a vu juste et que le XXIe siècle soit bel et bien spirituel, ce sera certainement parce que la rue est déjà “la seule religion en temps réel” (Crash, 1999) !

Pourtant, la métropole, dans sa forme la plus contemporaine, celle qui se présente le plus comme “phénomène extrême” (Baudrillard, 1990), est peut-être une exubérante manière d’être, propre aux villes du Sud. La métropole latino-américaine est constamment attractive, sa séduction tenant à l’incertitude qui nous gagne dès que l’on a décidé d’y vivre et d’y travailler, incertitude du destin qui nous y attend, et du destin même de toute l’aire métropolitaine. Diversité, duplicité, paradoxe, mais aussi inégalités, déstructuration, confusion. Tous les espaces sont en train de se valoir, puisque tous seront bientôt gagnés par la misère, et uniformisés par l’urgence et les réponses, généralement agressives, que l’immense minorité” (selon l’expression d’Octavio Paz) donne à cette situation. Et si l’on découvre un espace où presque tous les lieux se valent, c’est parce que pour la plupart on n’en donne pas la mesure. Si, sur cet interminable terrain vague, kilomètres carrés de hangars, d’asiles de nuit, d’épiceries pas fines et de bars, le sens de la hiérarchie spatiale a été perdu, le sens profond de la ségrégation subsiste et s’accroît même au fur et à mesure que les anciens hauts lieux disparaissent, non pas noyés dans l’uniformité urbaine, mais “transportés” en Europe, Madrid, Londres ou Paris, ou aux Etats-Unis, à *Mayami*, Florida. Ce sont les points de fuite d’une cité qui tend ainsi doublement vers l’infini, “localement” en raison de l’accroissement des *barrios* (nommons ainsi génériquement l’urbanisation précaire de la planète) et internationalement du fait de la fuite de la classe supérieure aux quatre coins du monde “civilisé”. De fait, les espaces différenciés vont en se raréfiant : que représente en surface habitable les beaux quartiers dans les villes latino-américaines ? Et en pourcentage de la population ? Un pour cent ? Moins peut-être. Et leur “irréalité”, bien plus que la protection dont ils s’entourent, va en les transformant peu à peu en ghettos, puis en aberrations, anomalies auxquelles les gens ne prêtent presque plus attention, certains peut-être qu’ils ne représentent déjà plus rien socialement, une apparence de la richesse, une apparition, un rêve ancien, un rêve perdu, une nostalgie, que les classes défavorisées contribuent elles aussi à préserver. Pourtant la culture des gens qui y vivent continue à dominer toutes les autres cultures urbaines sur le plan idéologique, même celles qui, comme la culture hip-hop prône l’affranchissement des cultures marchandes occidentales. Est-ce parce que tout le monde parle aujourd’hui le “langage des nantis”¹, y compris les rappers hardcore et gangsta, dont la réplique au système “spectaculaire-marchand” (comme l’a baptisé Debord) semble être : encore plus de marché !?... A force de ne plus faire la critique de certains mots impérialistes tels que mondialisation, libéralisme, nouvelles économies, etc., on prend grandement le risque d’être colonisé ! Et de celles des mots naît forcément la colonisation des esprits qui ne parviennent plus à s’arracher des dominations culturelles, venues moins de Hollywood que du MIT (Bourdieu et Wacquant, 1998)...

La métropolisation est peut-être la seule mondialisation réelle contemporaine, le reste n’est que fantasme d’agriculteur français. Elle affecte tous les lieux et tous les groupes sociaux au niveau planétaire. Pourtant, la sociologie urbaine dont la tâche essentielle devrait être l’analyse de l’impact social de ce processus global semble avoir de la peine à prendre acte et à changer son regard et ses méthodes, à entrer, autrement dit, dans l’âge métropolitain, à l’instar du milieu construit qu’elle prétend étudier... Il est donc temps pour elle de renouer avec la réalité, notamment la rue, le *barrio* et ceux qui les occupent vraiment, les

¹ Selon l’expression de B. Benderson (1998) qui y voit la mort de toute subversion créative : si les pauvres parlent le langage des nantis, rien ne sert qu’une faction des nantis (les “intellectuels”, universitaires, sociologues...) parlent ce qu’ils croient être le langage des pauvres ; ce qu’il faut, c’est que des pauvres trouvent leur langage et en fassent usage contre le langage des nantis, des “méchants” comme des “gentils”...

gangs, et, à partir de là, faire une sociologie du réel, en étant aussi réaliste que le cinéma italien des années 40 ou que les brigades cinématographiques d'urgence de Dziga Vertov vers 1920. Il faut donc que la sociologie urbaine prenne en compte la "critique" que, explicitement, lui font les faits sociaux réels de la ville quand elle refuse manifestement de les traiter...

1. Comprendre le paradoxe métropolitain : un enjeu essentiel de la sociologie urbaine

Nous voilà donc dans la métropole latino-américaine, à Caracas, par exemple. Ou, pour le moment, faut-il ne parler que de métropole d'Amérique Latine, ou même, plus modestement de métropole d'Amérique du Sud, voire de métropole *en* Amérique du Sud. Car qualifier Caracas de métropole latino-américaine, n'est-ce pas réduire son idiosyncrasie à des traits "régionaux" ? N'est-ce pas oublier sa créolité, son enveloppe de gaz d'échappement, et la luxuriance de ses rares parcs, les façades déglinguées de son centre historique, comme celles d'un Miami égaré plus bas encore sous les tropiques, la pâleur étrange de ses sans-abri ?... Ou alors, admettons que ce sont là des éléments communs à toutes les grandes cités latino-américaines et, sans risque de se tromper, "déduisons" Rio de Janeiro, Bogota, Mexico, Buenos Aires même, de Caracas. De fait, que voit-on, à peine y mettons-nous les pieds ? des espaces fragmentés, hétéroclites, éclatés, dissemblables. Font-ils partie d'un seul ensemble ? forment-ils vraiment un tout ? quelle est alors leur logique, leur sens, leur unité ?... Le visiteur s'interroge : ce lien entre les espaces éparpillés d'une seule aire métropolitaine, ne serait-ce pas leur rythme, leur ambiance, leur vitesse, leur désordre, leur apparent tourment et leur invisible espoir ?... Ce qui unit les territoires pauvres et riches de ces métropoles, n'est-ce pas tout simplement qu'ils partagent un même destin, les mêmes troubles, et qu'ils n'échapperont ni à cette destinée - qu'elle soit tragique ou non - ni l'un à l'autre ?... Afin de comprendre un peu mieux ce qui attend les métropoles ces prochaines années, afin d'essayer de deviner un peu plus quel sera ce destin métropolitain de l'Amérique Latine, nous avons choisi, en sociologue, la piste la plus "naturelle", celle du lien social. Car, finalement, deux solutions seulement s'offrent aux amateurs de villes. Soit ils sont des poètes et ils renoncent à toute tentative pour expliquer la métropole, et racontent ce qu'est devenue la ville, entre le fantasme d'ordre de certains et les pratiques de désordre de quelques autres, avec ce mélange de tendresse et de reproche de vieil amant qu'ont seuls les écrivains qui ont beaucoup aimé une ville (en principe Paris, Barcelone ou Buenos Aires). Soit ils sont sociologues.

Le métier de sociologue s'exerce aujourd'hui le plus souvent en milieu urbain et son objet est devenu l'étude de la ville et de ses habitants. Cependant, il y a de nombreuses sortes de villes, qu'elles se situent en Europe ou en Amérique du Nord, en Amérique du Sud ou en Afrique, et il y a aussi différentes sociologies urbaines. Dans le cas qui nous occupe depuis plus de dix ans, la métropole d'Amérique Latine², il nous aura fallu construire une sociologie apte à comprendre les convulsions spatiales et sociales de cet environnement construit très particulier, autrement dit une sociologie urbaine *neuve* aussi bien dans le choix de ses sujets que dans ses méthodes. En effet, il faut se méfier des concepts qui voyagent trop directement d'une réalité à l'autre : on n'est jamais loin de pratiques "impérialistes" de la pensée. L'exemple nous est fourni par l'actualité : l'actuelle confusion analytique en France à propos de ce qu'à défaut de termes plus appropriés, nous appelons "banlieues" ou "cités". Cette confusion, des réalités française et nord-américaine, fait dire au premier venu que les grands ensembles sont des ghettos et que la *caillera* qui les habite forme des gangs. Ce discours est bien sûr véhiculé et entretenu par les médias, mais il est aussi relayé par nombre de chercheurs³. La confusion, toute journalistique, vient du fait que ces chercheurs, plutôt que d'aller voir "en avant du social", préfèrent paresseusement travailler en arrière... Cela se passe en France, en Suisse, et partout dans le monde. Au Venezuela, notre première tâche fut de nous débarrasser de tout l'héritage occidental et apprendre à penser la réalité par nous-mêmes. Car dans le barrio comme ailleurs, si l'on veut faire de la sociologie, il faut se garder d'étudier les phénomènes les plus marquants – les bandes, les *malandros*⁴, le trafic de drogue - à l'aide d'un manuel de sociologie ancien. On a déjà trop fait pour ramener

² Dès 1987, au Venezuela puis au Brésil, à Cuba et en Argentine, nous avons pratiqué puis tenté de théoriser la "métropole latino-américaine"...

³ Même quand l'analyse vise à montrer que la banlieue n'est pas un ghetto, le vocabulaire légitime cet a priori : les banlieues sont les ghettos français (Béhar, 1995 ; Genestier, 1994 ; Simon, 1992 ; Veillard-Baron, 1994, etc.).

⁴ Le *malandro* est le "gentil bad boy" des quartiers populaires du Venezuela. Il ne fait en principe pas partie d'un gang et est souvent un "modèle" positif pour les jeunes du barrio.

ces problèmes de métropolisation à des faits divers, et à des histoires de gendarmes et de voleurs. Notre sociologie, face à ces questions qui sont nouvelles, doit être une sociologie qui innove - pas une autre sociologie *de l'innovation* - et alors, sans a priori idéologique, l'étude des *espèces en voie d'apparition*⁵. A Caracas, les bandes d'adolescents, les enfants de la rue et les "nouveaux" *malandros* sont - pour le meilleur et pour le pire - de cette espèce, une nouveauté sociale urbaine dont il est urgent de rendre compte.

2. Les technologies et l'urgence : bipolarisation de la modernité

Les villes latino-américaines étaient peut-être destinées à devenir les métropoles qu'elles sont aujourd'hui dès leur fondation, en raison de la manière violente dont elles furent "fondées", par une force substituant d'un coup l'ordre conquérant à l'ordre existant. Leur naissance fut une rupture brusque, et non le produit d'une lente histoire figulant peu à peu les détails et les contours. En Amérique Latine, le phénomène urbain "moderne" fut imposé par une transformation totale d'un seul instant, imposée entièrement de l'extérieur et, qui plus est, d'un extérieur inconnu se donnant globalement à connaître instantanément dans le conflit et le paradoxe. Les établissements humains qui se sont développés depuis 500 ans pour devenir les "mégalopoles" de Mexico, Sao Paulo, Buenos Aires ou Lima, n'ont jamais été un ensemble stable. Le fait d'être née de la Conquête - et non de la "découverte" - de l'Amérique, interdisait dès l'origine aux cités de ce continent de connaître la paix urbaine : territoires arrachés à l'Histoire indigène et précipités dans la modernité occidentale, l'industrialisation puis la crise, les villes d'Amérique Latine restent la terre promise au chaos métropolitain auquel leur naissance tragique les a voués. Et nées du chaos des hommes (de certains hommes), ces villes accouchent aujourd'hui d'hommes "*portant du chaos en eux-mêmes*"⁶, des *êtres métropolitains*, des êtres "pour la métropole", comme on a pu parler, à propos des Amérindiens, d'"êtres-pour-la-guerre" (Clastres, 1977). Ces hommes sont les acteurs de la nouvelle culture urbaine que nous avons appelé *la culture d'urgence* (Pedrazzini et Sanchez R., 1998) et ils tissent des liens sociaux d'urgence (Pedrazzini et Sanchez R., 1994). Le modèle culturel métropolitain tel qu'il s'exprime dans les grandes zones urbaines d'Amérique Latine n'est pas le modèle culturel urbain qu'on trouve dans les villes, même les plus grandes capitales, en Europe. On ne peut dès lors évaluer les normes métropolitaines latino-américaines du point de vue des normes urbaines européennes, mais du point de vue de la métropole latino-américaine elle-même. Les valeurs classiques européennes (famille, travail, démocratie), une fois "urbanisées", sont dépendantes du bon fonctionnement des services, transports publics, banques, information, communication, etc. et des mécanismes d'intégration. En leur absence, ou en raison en tout cas de leur état de détérioration grave, les valeurs métropolitaines latino-américaines ne sauraient être les mêmes que celles en usage en Europe, voire même, dans une moindre mesure, aux Etats-Unis. "L'idéal urbain", tel qu'il a pu s'exprimer dans les années de croissance urbaine en Europe, dès le début de l'industrialisation, ne peut plus permettre de juger la métropole d'Amérique Latine d'aujourd'hui, ni son désordre, ni sa violence, ni même, par suite, comprendre pourquoi et comment elle survit. Les réseaux de solidarité, en grande majorité informels, qui s'organisent dans les métropoles latino-américaines ne fonctionnent pas sur le même modèle que les réseaux, liens formels et le plus souvent contractuels, en usage dans la ville européenne. La gestion de ces flux sociaux et technologiques n'est plus possible dans une métropole sans une grande part d'improvisation, c'est-à-dire de risques. En Amérique Latine, la planification urbaine apparaît toujours plus comme le dernier vestige *en dur* d'une utopie de décideurs politiques (de retour de leurs études aux *States*), et l'organisation des services publics comme un cauchemar de décideur en proie au stress du manager. Pourtant, dans les rues de Caracas, passent des gens pressés, alors que d'autres restent jour et nuit, des gens aux destins particuliers et parallèles, les "vrais" habitants de la métropole, ceux qui ne la quittent jamais, qui y vivent et y meurent, sur un trottoir ou sous un pont. Mais dans Caracas, capitale créole polluée et violente, ce sont les habitants des quartiers populaires auto-construits qui donnent sa forme particulière à l'espace construit et sa dense intensité à la métropole. Et dans les *barrios*, ce sont les bandits populaires de quartier, les *malandros*, qui donnent son rythme et son sens particulier à la vie métropolitaine tropicale. Ce sont donc bien eux, les véritables protagonistes des transformations sociales urbaines et donc les habitants "extrêmes" à partir desquels les sociologues doivent penser la ville et le projet urbain, en se plaçant radicalement "à côté" – ou

⁵ Selon l'expression de l'architecte Jean Nouvel, désignant les novateurs dans sa profession (*interview in Le Monde*, 19.10.93.).

⁶ Selon une expression de Nietzsche, qui ajoute que c'est pour accoucher d'une étoile qu'il faut parfois avoir du chaos en soi. Est-ce le cas des métropoles d'Amérique Latine, et si oui, quelle est l'étoile ?

plutôt *au-delà* - de la sociologie telle que la pratique, dans la continuité des maîtres, la plupart des professionnels, mais aussi au-delà de l'urbanisme exercé comme planification urbaine.

3. La sociologie d'urgence, science sociale de la métropole ?

Comprendre la métropole n'est à l'évidence pas une affaire simple. C'est en fait une affaire double, ou plutôt l'affaire d'un dédoublement, plus que celle d'une division qui supposerait l'existence de deux choses séparées quand on parle ici d'une seule chose "dédoublee", la métropole. La ville, telle qu'elle se présente encore généralement en Europe - dans une forme idéale aujourd'hui parfois agressée cependant par la réalité - est encore le lieu du rassemblement, de la concentration, de l'unité, tandis que, du Mexique à l'Argentine, elle est le lieu de l'éclatement, de la division sociale et spatiale, de la dualisation. En Amérique Latine - et Caracas en est un excellent exemple - cet éclatement a, dès les débuts de l'industrialisation, correspondu à l'exclusion sociale de la majorité des pauvres, main d'œuvre trop peu qualifiée pour faire des travailleurs potentiels. Puis, avec l'irruption des hautes technologies dans le contexte d'une modernité latino-américaine toute relative, s'est affirmée l'idéologie de la "domination technique" importées du Nord.

La "vraie vie", cependant, est ailleurs, pour autant que nous refusions de considérer la "société du spectacle" devenue diversion totalitaire (Debord, 1988) comme étant "une vie" (ce n'est pas une vie !, entend-on d'ailleurs de toutes parts). Elle est dans les barrios, concentré de métropole, dont la présence socialement et *géologiquement* précaire (comme on l'a vu à Caracas lors des terribles inondations de l'hiver 99) est chaque jour démentie officiellement et pourtant réaffirmée par leurs habitants. La vraie vie est dans les barrios car, aux temps des métropoles, l'habitant de l'espace urbain doit, pour le meilleur et pour le pire, savoir cohabiter avec les faits sociaux extrêmes. La pollution, la violence, la pauvreté, la faim, les autoroutes, mais aussi la vitesse des communications, la multiplicité des cultures, races, ethnies et traditions, la multiplication dans un territoire limité des créateurs, inventeurs, et faiseurs d'Histoire, sont quelques-uns des pièges et des cadeaux que peut offrir ou reprendre la métropole. En ce qui nous concerne, nous retiendrons de la métropole son paradoxe essentiel, celui d'être toujours en même temps une chose et son contraire et, pour ses habitants, de "poursuivre en même temps un but et son contraire" (Barel, 1989) : la violence mais la poésie, la vie mais la mort, la richesse mais la faim, le désespoir mais le projet... Il y a une "logique paradoxale" de la culture métropolitaine : la métropole produit des faits sociaux qui sont à tout moment "ce qu'ils sont et le contraire de ce qu'ils sont"⁷. Pour le sociologue, voilà qui pose un problème théorique et méthodologique intéressant. Peut-il, en effet, éclaircir ce paradoxe sans partir du principe qu'il s'agit d'une aberration qu'il doit corriger mais qu'il est en fait le futur de la métropole, complexe, contradictoire mais "espace" et phénomène archétypiques de l'inachèvement de la modernité néanmoins (Lefebvre, 1991), et expression maximale de l'inégalité démocratique (ou de la démocratie inégalitaire). En tant que tel, la *métropolisation* clame pour une révolution totale de la sociologie urbaine, mais aussi de notre perception de l'espace, tant il est vrai que la nouvelle territorialisation urbaine ne saurait être appréhendée par des théories qui comme la planification classique, met "l'ordre" au cœur de sa pensée pratique. Les sociologues qui seront accaparés dans le futur par le phénomène urbain n'auront d'autre alternative que de s'inventer de nouveaux outils de travail et de modifier profondément leurs représentations des groupes sociaux urbains, notamment de ceux trop vite qualifiés de "marginaux", tous ceux qui, depuis un siècle, se repassent les insignes de la classe dangereuse...

La métropole est la version *speedée* de la ville, sa forme la plus rusée, la moins naïve, débarrassée de son bon sens "populaire", de sa lourdeur paysanne. Le phénomène métropolitain, c'est le phénomène urbain, la vitesse en plus, c'est l'extrême-urbain, l'ultra-urbain. L'étude de la métropole nécessite donc que la sociologie urbaine applique une méthodologie rusée, ailée, afin d'étudier le phénomène métropolitain. Et l'objet d'étude favori des sciences sociales rusées ne peut être à Caracas que le rusé métropolitain, le malin, le *malandro* - l'"être métropolitain", l'ultra-urbain. Mais la métropole agit sur tous ses habitants d'une même manière : elle oblige tous les acteurs, *malandros* ou non, à radicaliser leurs actes. Le sociologue ne peut donc plus se contenter d'une analyse classique de la réalité, il lui faut à lui aussi radicaliser son jugement, son comportement professionnel.

En cela, la métropole, en tant qu'environnement global, est très certainement un agent socialisateur important. L'"information" donnée à un enfant par la ville, comme pour d'autres enfants la campagne, la

⁷ les liens sociaux, par exemple, sont et ne sont pas des liens : plus ils relient, plus ils opposent. Qu'est-ce un gang sinon un groupe de jeunes gens reliés par de tels liens sociaux paradoxaux, qui en même temps leur permettent de vivre et les font mourir ?

montagne ou la mer, le prépare dès la naissance à la compréhension intime du milieu construit. Un enfant du barrio sait de l'urbain des choses que lui seul peut savoir (tout en en ignorant d'autres qui seront banals pour un enfant des beaux quartiers). On pourrait, pour définir ce phénomène, parler d'une "pédagogie de la métropole" : le milieu urbain est signifiant, son désordre apparent prépare la compréhension du caractère paradoxal de la vie, et l'enfant pauvre l'apprend le plus souvent dans la douleur. Est-ce trop dire que la métropole, en l'absence, aujourd'hui fréquente, des pères, se "charge" de former le jeune habitant du barrio à l'urgence et que les bandes prennent ensuite le relais de ce processus de socialisation urbaine ? La métropole n'étant que l'entassement quasi aléatoire des débris d'acier, de verre et de goudron de la modernité, il faut, pour que ses territoires prennent sens, qu'ils soient *habités*, c'est-à-dire parfois simplement hantés, d'autres fois véritablement conquis, contrôlés, occupés. Dans les métropoles américaines, les gangs sont les seuls vrais garants de la "production sociale du territoire", en tout cas d'une très large surface du territoire : seuls les gangs font de l'espace du *barrio*, de la favela, de l'*innercity* - des ruelles, des escaliers, des maisons, des égouts, un terrain de basket - un *territoire*, c'est-à-dire un espace où les *acteurs* ont un rôle prédominant dans sa production sociale. Eux seuls font que ce territoire n'est pas produit par des agents exogènes, comme c'est le cas dans le reste de la ville ("planifiée") où la production de l'espace est confiée à des promoteurs étrangers aux lieux à urbaniser. Dans les *barrios*, les habitants auto-produisent leur espace et les gangs contribuent à lui donner son sens vernaculaire, grâce à l'adoption de pratiques communes, valeurs et règles partagées. Ce sont elles qui relient un homme aux autres, qui font que, même dans les milieux apparemment les plus gagnés par l'égoïsme ou la lutte pour la survie, il y a du lien social entre les individus de l'espèce.

4. Fragmentation de la métropole, chaos de la sociologie urbaine ?

La dynamique "fractale" de la métropole latino-américaine a provoqué (*devrait* avoir provoqué !) chez les sociologues une assez grande stupeur : ils pensaient l'urbain depuis ce qu'ils croyaient en être le centre – l'Université, donc la culture dominante – et ils comprennent qu'il va falloir maintenant le penser à partir de ce qui constitue le véritable centre de la métropole : les quartiers pauvres, radicalement... A Caracas, il est évident que cette pensée *urbaine* devra être (ré)apprise depuis le barrio, car ce que nous saurons de la métropole d'ici quelques années, nous le tiendrons avant tout de la "périphérie", quand l'urbain, phénomène moins spatial que social, sera, pour l'essentiel, devenu comme le barrio, un espace informel, précaire, discontinu, créole dont l'entendement passera par un renversement de perspective (Pedrazzini, 1995). Jusqu'à présent, les chercheurs ont regardé les quartiers pauvres depuis les lieux du pouvoir ; ils doivent aujourd'hui opérer la révolution copernicienne qui leur permettra de regarder le pouvoir depuis les lieux de la domination culturelle... Mais sur quelle réalité nous informe le barrio ? Tout d'abord, peut-on parler *du* barrio et non *des* barrios ou *d'un* barrio ? Nous faisons le pari méthodologique que oui. Le barrio est selon nous un phénomène social total, au sens où les ethnologues des années 30 ont pu le définir, à savoir un phénomène "à l'interprétation duquel doivent être intégrés, comme le note Lévi-Strauss dans son *Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss*, non seulement l'ensemble des aspects discontinus sous l'un quelconque desquels (familial, technique, économique) on pourrait être tenté de l'appréhender exclusivement, mais encore la vision qu'en a ou peut en avoir n'importe lequel des indigènes qui le vit. L'expérience du fait social total est doublement concrète (et doublement complète) : expérience d'une société précisément localisée dans le temps et dans l'espace, mais aussi d'un individu quelconque de cette société. Seulement, cet individu n'est pas n'importe qui : il s'identifie à la société dont il n'est qu'une expression, et il est significatif que, pour donner une idée de ce qu'il entend par un individu quelconque, Mauss recourt à l'article défini" (Augé, 1992, pp. 31-32). Ainsi nous dirons L'habitant du barrio, et non pas un habitant du barrio, non seulement "parce que nous l'appréhendons dans ses diverses dimensions individuelles, "physique, physiologique, psychique et sociologique", mais parce que c'est une individualité de synthèse, expression d'une culture elle-même considérée comme un tout" (p. 32).

Si l'expérience du barrio semble bien être celle d'une société précisément localisée dans le temps et l'espace, à savoir cette fin de siècle métropolitaine, il n'est pas certain que tout individu habitant le barrio soit l'expression de la culture du barrio considérée comme un tout, soit qu'il en soit une expression personnalisée - c'est à coup sûr le cas du malandro - soit que la culture du barrio ne puisse pas être considérée comme un tout, son caractère hétéroclite ayant été maintes fois souligné. Malgré ces restrictions, on peut admettre que tout habitant est potentiellement une "figure", au ton et style propres et individualisés parfois à l'extrême, mais qu'il est toujours porteur d'une parole collective. On peut ainsi transposer pour une large part l'observation d'un barrio à l'autre, puis, dans un second temps, d'un barrio à la métropole *caraqueña* - elle-même considérée comme "exemplaire" des métropoles latino-américaines.

Du point de vue de la métropolisation, Caracas *est comme* Bogotá, Lima ou Rio. En fait, on ne fait pas autre chose que de penser intuitivement le barrio en tant qu'*objet fractal* de la métropole, en postulant que sa forme et son organisation sociale sont, à une autre échelle, de même type que ceux de l'ensemble de l'aire métropolitaine sur laquelle le barrio non seulement nous informe, mais aussi nous donne à réfléchir sur un mode critique. En refusant le statut de modèle idéal d'une croissance à laquelle il s'opposerait, le barrio est, socialement et spatialement, plutôt l'annonce (moins que la promesse) faite aux habitants et aux décideurs d'une nouvelle société urbaine que, dans une métropole aboutie, le barrio ne serait pas le contraire de la "ville formelle" mais en serait à la fois le reflet et le précurseur. Dans un tel rapport fractal, tout savoir acquis dans le barrio est gagné pour la métropole. Ainsi, quand on commence à comprendre de quoi est fait le lien social d'urgence du barrio, on est en passe de devenir opérationnel pour le prochain siècle latino-américain.

5. Liens sociaux et logiques de gangs : mise en cause de la sociologie des dominants

Les questions de lien social et d'exclusion sont forcément liées : chacun est le miroir de l'autre, et, ensemble, elles posent la question du pouvoir : qui lie ou intègre ? qui délie ou exclut ? L'Etat n'est plus légitimé et on peut voir, dans les *barrios*, comment les gangs refusent son action toute policière qui ne fait qu'accroître la division de la société. Car les secteurs populaires ne sont pas tant pauvres que ségrégués, évincés. Ils évoluent peu à peu à l'écart de la formalité, mythe fondateur et destructeur de l'économie. Si l'on continue à parler de marginalité, de pauvreté critique, de misère, en ne prenant pour base - une fois de plus - que les indicateurs "occidentalisés", on peut renoncer à comprendre la nouvelle culture métropolitaine latino-américaine. Les *malandros*, ignorant le pouvoir étatique et ses représentants, ont compris comment s'y prendre pour qu'un lien social vivant et vital subsiste dans le barrio et la métropole déstructurés. Les bandes montrent que le seul petit pouvoir, quotidien et terrible, est celui que donne la détention d'une arme, quand la reconnaissance sociale s'acquiert dans la violence, et que la *coca* est la seule valeur de placement. Dans un tel contexte, le terme d'exclusion sociale prête à confusion. Si les habitants des barrios étaient de véritables exclus, ils ne seraient pas à ce point dangereux pour les pouvoirs oligarchiques excluants. C'est bien parce que les barrios sont *inclus* dans Caracas, sont au cœur de son marché, de son histoire, parce que ses gens sont les seuls vrais faiseurs de métropole que le pouvoir se force autant à parler de barrios *marginiaux*. Dire, par exemple, que les gangs sont des exclus permet de ne parler que de ça et rien de toute leur nouveauté, inventivité, de leurs modèles culturels et du renversement essentielle de perspective, de la perception du pouvoir notamment. Il faut aborder la question des bandes du point de vue de l'élaboration de nouveaux modèles sociaux dont l'impact est réel non seulement au niveau du barrio mais de la métropole ; ils élaborent, à l'extérieur et de l'extérieur, autre chose, de nouvelles lois du travail, de nouvelles valeurs, un nouveau contrat social, un lien social nouveau, une solidarité nouvelle, et une certaine qualité de la vie.

Une vie violente peut être une vie de qualité, les hommes qui la vivent peuvent être des hommes de qualités et la sociologie urbaine contemporaine doit être capable d'analyser ça et de produire ensuite un certain nombre de recommandations destinées à permettre la prise en compte de ses qualités dans un projet urbain global – spatial et social - pour la métropole. Car, au-delà de la science, le sociologue ne doit pas oublier quels sont les enjeux politiques de son travail. En effet, aujourd'hui, le système de pensée dominant qui fait office de référence rationnel univoque ne permet plus de prévoir ni gouverner la métropole. Pire que ça : il n'est aujourd'hui même plus capable de raconter la fin de sa propre histoire. Il ne peut, au mieux, qu'en deviner le début : il y a eu tromperie sur ce qui était en jeu. En faisant croire que l'ordre du monde était économique et non social, le pouvoir a fait abandonner aux hommes les libertés qui leur avaient permis de passer de la horde à la société civile (Enriquez, 1983) au profit d'une croyance libérale qui les ramène peu à peu à la horde. Pourtant, hors de ce système, quelle est la pertinence des valeurs qui y sont associées ? Les gangs ne sont pas dupes de cette fausse monnaie - des "trucs de blancs" pour des "nègres" - car, sans que la variable ethnique puisse être considérée de la même manière qu'aux Etats-Unis - où les noirs sont "afro-américains" et non pas *morenos* -, il nous faut tout de même la prendre en compte à Caracas et, plus généralement, dans l'étude de la métropole latino-américaine. Si en effet on ne peut pas parler de racisme anti-noir au Venezuela, l'évident mépris de la "bourgeoisie" à l'égard des habitants des barrios pris globalement, tout comme la radicalisation des jeunes des barrios dans leur affirmation d'appartenance au barrio (noir et populaire ?), contre cette bourgeoisie ("son" gouvernement, "sa" police, "ses" corrompus...), nous permet une comparaison. Et le fait que les barrios aient pu finalement imposer à cette classe dirigeante un président "révolutionnaire" et "populaire" ne fait que limiter les expressions de ce mépris mais ne les rend peut-être que plus profonds : la peur du noir est aujourd'hui aussi la peur du

président Chavez. La raison est que ce mépris est dicté par un rapport de classes et non pas un sentiment raciste. Il faudrait cependant être très naïf pour ne pas voir à quel point ces deux choses se recouvrent et, même si le racisme est moins explicite au Venezuela qu'aux Etats-Unis et en Europe, le barrio, comme la favela au Brésil, reste lié à "l'idée du noir", l'idée que l'on se fait *del negro*, de l'autre vécu comme une menace.

C'est un fait à prendre en compte lorsque l'on parle de socialisation : même s'il vit dans un barrio "consolidé", même bon élève ou étudiant, même issu d'une famille "équilibrée", même s'il connaît son père. Et même s'il vit avec lui, l'enfant ou l'adolescent du barrio est toujours perçu comme quelqu'un de virtuellement dangereux, comme un criminel potentiel, et il apprend à vivre avec cette image-là (*negro, delinquant, antisocial*), se faisant peu à peu à l'idée qu'il correspond vraiment à cette image publique, qu'il est un *malandro*, un voyou, s'il n'est pas un blanc... Et il apprend aussi à haïr les autres porteurs de cette image préfabriquée, à haïr ses semblables, les jeunes d'un autre barrio, les membres d'une autre bande, et à les détruire.

Sur ce point, les observations, faites sur le comportement des gangs à New York et leur radicalisation violente et "racée" (dans le style de groupe de rap gangsta tels Niggers With Attitude ou Public Enemy), sont pour la plupart transposables à l'étude des bandes des barrios caraïbéens : les gangs de noirs ou d'hispaniques (tels qu'on les voit dans les films récents de réalisateurs afro-américains) en opposition aux WASP - Whites Anglo-Saxons Protestants, Républicains comme Démocrates - les *neighbourhoods* et le barrio de Spanish Harlem ou du Bronx contre les habitants de Manhattan, les barrios contre les nouveaux riches de Parque Central à Caracas. A la situation intérieure Blancs/Noirs des Etats-Unis répond la situation mondiale Nord/Sud et haute technologie/Culture d'urgence (Pedrazzini, 1990). Les logiques s'opposent de plus en plus, les points communs disparaissent, les rivalités se multiplient, d'un monde à l'autre les voies de communication ne sont plus que paradoxales et l'*American Apartheid* (Massey et Denton, 1995) semble se propager à toutes les sociétés urbaines, sous une forme ou une autre. Mais les causes sont très diverses et, une fois encore, il faut nous méfier des idées reçues : si la discrimination qui éloigne les pauvres du pouvoir est un phénomène répandu partout, les causes autant que les modalités de cette mise à l'écart varient d'une société urbaine à l'autre, du Nord au Sud particulièrement.

Par contre, aucune étude sur les gangs de rue ou de quartier ne saurait appréhender ce phénomène uniquement en termes de vengeance, de règlements de comptes, d'abus de drogue, et autres explications "excluant". Une fois encore, la sociologie de la déviance ne nous est d'aucune utilité pour comprendre des phénomènes qui sont de l'ordre de la "réciprocité". C'est une science "blanche", colonialiste, au service de la classe dominante car elle respecte et conforte le système de ségrégation raciale/raciste en prétendant l'analyser de manière tautologique en partant du principe de division des races alors qu'on a à l'évidence, affaire à une division de classe. Mais, surtout, cette science, théoriquement conformiste et politiquement conservatrice sous prétexte d'objectivité, n'est plus capable d'œuvrer à la compréhension du présent métropolitain. Elle admet les catégories construites par les idéologies comme des faits établis. Mais si elle n'accepte pas d'être mise en cause par les phénomènes sociologiques nouveaux – la fragmentation sociale et spatiale de l'urbain, l'apparition de cultures inédites, la séparation des mondes riche et pauvre jusqu'à l'invisibilité réciproque – et qu'elle refuse de considérer leur existence même comme une critique "populaire" à ses productions scientifiques, la sociologie urbaine contemporaine sera moins utile pour l'étude de la ville que la botanique ou la zoologie... Il nous faut donc fonder les bases d'une sociologie "noire" et "populaire", loin du langage des nantis qui triomphe aujourd'hui en sociologie urbaine, aux Etats-Unis (Bourdieu et Wacquant, 1998), mais aussi au Venezuela et en France. Car, dans la métropole latino-américaine, le point de départ de notre réflexion ne peut être que la violence de la ville, de la rue, du barrio et des gangs. Ce sont là les faits sociaux dont la bonne compréhension permettra le démarrage d'une action politique responsable et adéquate. C'est à mon avis le seul véritable enjeu de la sociologie urbaine, celui qui ne peut se passer du sociologue. Pour le reste, il lui faut se faire à l'idée que sa fonction est plus ou moins secondaire, surtout là où il est aujourd'hui le plus sollicité tels que le travail, la famille, les médias, la communication, le sport ou, plus encore, la pauvreté, là où il contribue le plus à la construction du mythe de la misère des pauvres, puisque, comme la dit Michel Maffesoli (1997, p. 9), "le monde n'est misérable que pour ceux qui y projettent leur propre misère". Les gangs rejoignent d'ailleurs le sociologue français car qui plus qu'eux participent à la réalité de "ce qui est évident" contre celle "des évidences", cette société que Guy Debord a qualifiée de "spectaculaire-marchande" et contre laquelle, comme par hasard, s'étaient justement élevé les émeutiers de Watts dès 1965, dont l'analyse faite par Debord (1993) est à tout point remarquable. Le suicidé de la société y note précisément que "*l'homme qui détruit les marchandises démontre sa supériorité humaine sur les marchandises*". On est aujourd'hui en droit d'attendre des sociologues une réponse à cet enjeu énorme une réponse au moins aussi réaliste que celle des gangs : il leur

faut ainsi résister à la marchandisation de la science, en “ détruisant ” la marchandise scientifique, produite en abondance aujourd’hui, de l’Université le plus souvent...

6. La violence et la mort comme données sociologiques

En Amérique Latine, la sociologie urbaine doit impérativement pouvoir répondre à de nouvelles “ questions de société ”. Par exemple la question de l’apprentissage scolaire : contrairement aux “ héritiers ” de la culture dominante, les jeunes adolescents du barrio sont confrontés très tôt à l’évidence et au caractère insoluble de leur problème : vers quinze ans, la plupart d’entre eux ont déjà compris que leur survie économique - sans même oser parler de leur “ réussite sociale ” - se jouera dans la rue et pas à l’école, ni à l’usine. Cette certitude précoce fait qu’ils sont liés dès l’enfance à des amitiés non-scolaires, et que les liens ainsi forgés sont déjà ceux de la bande. Le sport permet de renforcer ces liens essentiellement “ musculaires ” et machistes, mais la situation de ces jeunes est précaire, une réalité provisoire, dure, exigeant un savoir fait d’abord de réflexes et de ruse, d’intelligence donc et de vitesse d’exécution (Pedrazzini, 1995). D’improvisation aussi. En une seconde le déroulement d’un long et ennuyant après-midi de chaleur se transforme en une boule de feu destructrice : une bande ennemie a déferlé, on peut compter les survivants et remettre les corps des morts à leurs mères. Plus que tout, la mort des uns renforce le lien entre ceux qui restent.

L’enfant, l’adolescent, en Europe et aux Etats-Unis (si ce n’est dans les ghettos), est lié d’abord à sa famille, puis avec ses copains de quartier et ses camarades d’école. Dès l’âge de sept ans, c’est l’école qui devient le principal lieu de socialisation et de socialité. Mais à Caracas, la situation d’urgence dans laquelle se trouvent la majorité des jeunes habitants des barrios, oblige le sociologue désireux d’analyser le lien social des bandes à se demander quelle éducation donner à un gamin de douze ans qui peut être abattu en sortant de l’école ou qui, pour y aller avec des vêtements propres et les fournitures scolaires nécessaires, dépend des revenus de son grand frère dealer. Comment, en effet, concilier les principes “ futuristes ” d’un enseignement quelconque (qui doit préparer l’enfant à affronter l’avenir) et la réalité violente et totalement aléatoire du présent ? Et quel est l’intérêt de connaissances, même techniques et appliquées, quand l’espérance de vie - et donc l’espérance de mettre en pratique ces connaissances - est de moins de 20 ans, pour un adolescent né dans un *barrio* de Caracas ? Autrement dit : à quoi sert le savoir et, s’il sert, combien de temps servira-t-il ? Ce n’est plus le savoir scolaire qui fonde la socialité de l’enfant du barrio ; c’est donc au savoir de la rue et de la métropole d’y suppléer. Aux sociologues ensuite de réajuster leurs modèles d’analyse en fonction de cet a priori sociologique. Car si la sociologie urbaine “ du Sud ” est avant tout une sociologie de la rue, de la violence et de l’économie informelle (entre autres), la sociabilité du gang doit être comprise par rapport à la nouvelle “ morale pratique ” de la ville, celle que l’urgence impose comme morale et pratique paradoxales. Cette urgence est évidemment une question avant tout économique. Mais elle l’est depuis maintenant suffisamment longtemps, et définitivement semble-t-il, pour que l’on ait dépassé ce seul aspect financier. Comme dans les banlieues françaises, il est évident qu’à la fois il y a et qu’il n’y a pas d’argent dans le *barrio*. C’est le paradoxe de la qualité de la “ vie violente ” des bandes. Contrairement à la “ vie pauvre ” de leurs parents et grands-parents, qui n’étaient *que sans argent*, la nouvelle génération de *malandros* a et n’a pas d’argent, mais n’est de toute façon jamais pauvre même sans argent, puisqu’il lui reste toujours le recours aux armes, au sport, à la famille, aux petites amies, au trafic. La situation est d’ailleurs autrement plus dangereuse que s’il s’agissait de groupes exclus, parce que les gangs ne se lamentent pas sur leur situation. La sociologie doit s’intéresser à la pauvreté comme indicateur des principes inégalitaires des sociétés urbaines démocratiques mais, même à Caracas où les pauvres représentent plus de 70 % de la population, il n’y a pas lieu de faire une sociologie de “ la pauvreté ” ou de “ l’exclusion ” en France, de “ l’underclass ” aux Etats-Unis ou de la marginalité au Brésil. La pauvreté n’est pas une culture, alors que “ l’urgence ” qui est une donnée multidimensionnelle en est une et la socialité qui la fonde est paradoxale puisque le “ lien social d’urgence ” est fondé sur des activités économiques où l’argent est accessoire.

Il serait donc faux d’aborder la société des gangs du seul point de vue économique : le trafic est, par exemple, autant une activité laborieuse que culturelle, sociale et même sportive. C’est aussi une affirmation identitaire, l’argent n’étant que le support à l’expression d’une personnalité, individuelle ou collective et, dans le contexte de sociétés capitalistes et libérales, une question de niveau de vie et d’ascension sociale. Il y a des pauvres et des riches, et la drogue reste un peu partout dans le monde le meilleur ou le seul moyen possible pour un vrai pauvre, issu de famille pauvre et vivant dans un quartier pauvre, de devenir riche, fonder une famille riche et vivre dans une zone résidentielle pour riches. Pour la majorité des jeunes des quartiers pauvres métropolitains, un travail qui paye est un travail illégal, en partie ou totalement. Les travaux légaux

offerts à un *malandro*, comme à un jeune noir de Harlem ou de Campton, ne payent pas. Le trafic de drogue n'est pas un travail facile, mais on peut y gagner, au moins un temps, très bien sa vie. Pour cela, il faut rester en forme et ne pas s'abîmer la santé, ce qui est une gageure puisque le jeune ne peut faire ce job que s'il a abandonné tout espoir de vivre en paix. Ce type d'ascension se fait et se termine normalement dans le sang⁸. L'analyse sociologique des pratiques qu'implique une telle logique nous enseigne que nos théories usuelles sont souvent loin du réel. Comme l'a démontré Guy Debord en s'appuyant sur les émeutes de Watts de 1965, "*les Noirs de Los Angeles, comme les bandes de jeunes de tous les pays avancés, mais plus radicalement parce qu'à l'échelle d'une classe globalement sans avenir, d'une partie du prolétariat qui ne peut croire à des chances notables de promotion et d'intégration, prennent au mot la propagande du capitalisme moderne, sa publicité de l'abondance*" (1993, p. 15). Ils assument la logique marchande en la dépassant par le pillage qui est une façon de tuer la marchandisation du monde moderne et de retrouver une liberté face aux paradoxes de la consommation à la fois obligatoire et impossible. La violence des jeunes du barrio est l'expression de ce paradoxe *global* auquel personne n'échappe mais aussi une manière "vernaculaire" de s'en débarrasser. Ce sont là de nouvelles critiques à la sociologie qui continue à penser ces faits comme la police le fait, alors que l'on sait qu'un policier est un "serviteur actif de la marchandise". Pour un membre de gang, il est dès lors clair que se soumettre à la loi d'un policier est se soumettre à la marchandise et qu'au contraire, le fait de s'en affranchir participe d'un mouvement de libération, parce que, "*pour la première fois de l'Histoire, ce n'est pas la misère, c'est au contraire l'abondance matérielle qu'il s'agit de dominer selon de nouvelles lois*" (Debord, 1993, pp. 23-24).

Mais les jeunes du *barrio*, s'ils poussent à l'extrême cette logique anti-marchande, vivant ainsi presque tous une vie violente, ne se battent cependant pas tout seuls. Le combat des gangs est une construction sociale, une culture que les autres habitants vivent également, à un moindre degré. Mais pour tous, *malandros* ou non, la vie entière est tendue vers l'action essentielle, première, nécessaire, de survivre. Ce principe est en train d'imposer un nouveau modèle de société défini par l'urgence. Quant au lien social, si, en ce qui concerne les gangs, il trouve à s'affirmer finalement dans la violence, il naît d'abord dans la ruse, savoir-faire et pensée "cool". Mais aujourd'hui, il est devenu difficile de ruser ; le recours à la violence se généralise et enferme progressivement le quartier ("violent") dans la marginalité sociale et spatiale, tandis que les autorités se débarrassent du problème sous ce prétexte même, et que les sociologues cherchent à refilet le dossier à leurs collègues criminologues ou aux assistants sociaux !...

Cette dynamique – complot de la culture des dominants contre toute culture de dominés ? – empêche que le *barrio* puisse proposer une image publique alternative à celle-ci, et ses liens avec "l'extérieur" restent limités au spectacle-marchand de la violence⁹. Plus rien d'autre ne semble le relier au "monde". Le gang, emblématique désormais, des "quartiers pauvres" de toutes les grandes villes, est-il la part maudite ou la promesse d'une nouvelle voie ? Le sociologue peut contribuer à répondre à cette question cruciale, pour autant qu'il se décide à opérer "à l'envers" des habitudes. Il s'agit pour lui de renverser la perspective du pouvoir en opérant de lui-même une critique des pratiques ségrégationnistes des dominants et en proposant une "traduction" sociale des actes de violence "anti-sociaux" des petits entrepreneurs de l'économie violente, en montrant que leur marginalité n'est pas due à quelque monstruosité mais au fait qu'ils appliquent précisément sans limites les principes prônés par les protagonistes de la marchandisation des sociétés avancées. Car, si le problème est pour une grande part dans cette apparente déconnexion sociale des gangs, on ne sait cependant pas exactement *qui* s'est déconnecté, des membres des gangs, des communautés opprimées, ou des classes dirigeantes. Sont-ce les membres des gangs qui se retirent de la société civile ou les élites qui se mettent à l'abri, à l'écart ? Qui, autrement dit opère la rupture, qui refuse le dialogue, qui abandonne le terrain ? Pas les gangs, qui seront justement bientôt les seuls à l'occuper, mais au contraire les élites politiques, culturelles et industrielles, les gouvernants, les dirigeants, qui fuient la métropole et laissent les quartiers populaires pourrir, entre deux explosions sociales autodestructrices. Les uns, les pauvres, les noirs, les "marginaux", s'affrontent pendant que "*la société prenant son essor plus que jamais sur les ailes*

⁸ L'exemple le plus fameux est celui de Pablo Escobar, dont l'histoire, enviée par tous les petits criminels de Colombie, du Venezuela et d'ailleurs, s'est brutalement terminée le 2 décembre 1993, mais continue à être enviée. On trouve un sentiment du même ordre dans les banlieues françaises où la *caillera* ne jure que par Al Pacino dans *Scarface* de De Palma...

⁹ Ainsi en va-t-il de ce nouveau paradoxe : faire à ce point partie du paysage audiovisuel occidental et être aussi peu *vu*. Il y a certainement déconnexion des liens sociaux et des "réseaux humains", mais on ne peut la comprendre qu'en fonction du remplacement de ces liens et réseaux par leurs doubles médiatisés, leurs images. Les gangs sont d'ailleurs les premiers à tomber dans le piège de la médiation, jouant au méchant *gang-banger* pour faire peur aux blancs, comme jadis Louis Armstrong "jouait au nègre" pour les amuser...

du dégoût et de la peur, ira se rebâtir ailleurs, comme elle l'a toujours fait, à l'abri de la ville et de sa violence ; la désertant donc si toutefois il lui reste suffisamment d'espace pour le faire” (Bordreuil, 1992). L'enjeu est donc désormais de rétablir la communication coupée entre la communauté des barrios et les élites, pour que la première n'abandonne pas l'idée - plus que l'espoir - de se faire entendre par les secondes, et qu'à l'inverse les élites ne prétextent pas la violence des habitants des barrios pour ne plus rien leur dire, et ne plus avoir à les écouter. A Los Angeles en 1992, la médiatisation "blanche" de la nouvelle génération d'émeutiers noirs ne disait pas autre chose que cela : “ Ce sont des pilleurs, des barbares, nous avons raison de les rejeter, nous avons raison de les fuir, de les battre, de les jeter en prison, de les condamner à mort, puisque ce sont des sauvages ”. Et comme il n'y a plus de leaders pour personnaliser (humaniser) cette horde déferlant sur les avenues et les supermarchés, on peut tranquillement affirmer que l'on n'a pas affaire à des *personnes humaines*¹⁰. Dans cet état conflictuel des métropoles américaines que de nombreux observateurs n'ont pas hésité à qualifier de guerre civile, il faut tout faire pour empêcher la "*rupture brutale du lien social*"¹¹, c'est-à-dire pour que le barrio continue à être une communauté plus qu'un espace construit. La sociologie contemporaine, en tant que science appliquée du quotidien, doit parvenir à cela, en faisant la preuve de la qualité des relations sociales dans ces quartiers dont on a trop dit l'anomie et le chaos. En montrant également qu'elle est capable d'être critique non seulement face aux faits sociaux qu'elle étudie mais aussi face aux méthodes qu'elle utilise pour les étudier.

7. La tâche majeure du sociologue : comprendre les “ qualités ” de la vie violente

La violence d'une ville n'est pas forcément la violence de ses habitants, moins encore celle d'une catégorie particulière d'habitants. C'est un fait dont sont co-responsables les groupes et collectivités locales, la société civile et l'Etat. Dans la pratique, c'est pourtant sur un seul groupe minoritaire - les "délinquants" - que se focalise l'entier de ces responsabilités et que fondent sans discernement les forces de la destruction. Le nombre de victimes de cette guerre de proximité augmente et ce qui est le plus préoccupant est de voir de quelle manière les sociétés dites démocratiques s'en accommodent, acceptant avec fatalisme l'émergence d'une métropole à la fois tribale et technologique, sous prétexte qu'elles ne veulent plus de dictatures militaires... Mais si la course en avant que connaît la société urbaine actuellement peut paraître le choix obligé contre le fascisme, une telle “ réinvention ” du lien social communautaire est avant tout la certitude d'une métropole dualisée, fragmentée, dans laquelle il nous faudra choisir entre la violence et ses simulacres marchands, notamment les nouvelles formes de conformisme et de conservatisme, de morale bourgeoise et sécuritaire. L'hyperreliance du gang est en soi une critique de la macro-déliance de l'Etat démocratique, puisqu'il met en évidence le mensonge politique de ces démocraties inégalitaires que sont les Etats-Unis, le Venezuela, et dans une moindre mesure la France, l'Espagne ou la Suisse. L'égalité est inscrite dans la loi, mais on ne la retrouve pas dans les faits. Le gang montre que cette loi ne s'applique pas dans la réalité, il montre aussi que les mythes fondateurs de la société capitaliste libérale tels que le travail salarié, l'éducation pour tous, l'égalité des droits et des chances, la propriété d'un logement individuel, ne fonctionnent plus pour la majorité de la population des métropoles et on est en droit d'espérer une perspicacité équivalente des sociologues !

Cette critique sociale est aussi présente dans les pratiques quotidiennes des membres des gangs. La façon dont ils vivent, leurs horaires, les lieux qu'ils fréquentent, leurs rapports à la famille, à leur famille, l'heure à laquelle ils se lèvent et celle à laquelle ils se couchent, participent d'une critique radicale du modèle socioculturel urbain considéré comme "normal". Et en prenant ainsi ses distances par rapport à ce modèle normatif, on renforce la cohésion du groupe. Même le langage des gangs contribue à ce comportement critique. Ceci explique pourquoi aux Etats-Unis les rappers, par exemple, ont connu tant de problèmes avec la censure de l'administration républicaine. Leurs communiqués n'aboutissent pas, leurs communications sont interrompues. Il faut dire que leurs interlocuteurs potentiels font partie de la catégorie des pires sourds, ceux

¹⁰ L'un de nos rôles de sociologues (et non pas d'“ éducateurs de rue ”, ce que nous ne sommes pas) sera donc de favoriser la prise de parole par les enfants de la rue, les *malandros* et les membres des gangs et l'apparition de porte-parole, d'interlocuteurs possibles tant pour les décideurs politiques que pour la communauté du *barrio* ou de la zone.

¹¹ J.-S. Bordreuil, op.cit. Empêcher cette rupture est possible en encourageant la participation des jeunes rebelles au processus de décision communautaire, via l'intégration des leaders désignés par eux pour collaborer avec le groupe de travail responsable de la mise en place du programme d'éducation appropriée. Encore faudra-t-il les convaincre que cette collaboration est “ idéologiquement ” justifiée...

qui ne veulent pas entendre. Ou alors, ils sont de ceux qui transforment tous en marchandise et le rapper choisit les dollars plutôt que la subversion et adopte les signes – gourmette en or, Rolex, Maserati, putes hollywoodiennes... - de la réussite des macs, et se “ tait ”. Reste que l’expression est possible parce que la parole existe et qu’elle n’est pas une parole de pauvre ni d’exclut, elle est le verbe de la métropole, dur, tranchant et créateur. Qu’elle soit émise par un gang et vienne de la rue ne réduit en rien sa portée globale, et il ne faut pas faire l’erreur de vouloir ramener ces expressions iconoclastes et “ marrones ” vers la norme, la “ plantation ” dont elles ont fuit l’esclavage, car une chose est sûre : on ne reliera pas le jeune adolescent du *barrio* au reste de la société - pas plus qu’il ne voudra se relier - en commençant par défaire le lien social fort qui l’unit aux autres membres du gang, mais au contraire en réaffirmant ce lien et en cherchant à le situer dans un contexte plus large, métropolitain.

Il nous faut considérer le membre de gang ou le *malandro* comme faisant *paradoxalement partie* d’un seul système qui est la métropole et non comme en étant un exclu. Sa situation sociale est précisément paradoxale puisqu’il est à la fois dans et hors de ce système, simultanément, du fait d’un mode de vie paradoxal, de choix stratégiques paradoxaux. Prenons un exemple : le trafic de drogue. Il s’agit du plus visible paradoxe du jeune membre de gang, puisqu’il lui procure le respect de la communauté, du quartier ou du *barrio* en lui permettant de faire des cadeaux, des fêtes, de dépenser, et qu’en même temps, puisque ce trafic est illégal, il le sépare de la société légale, et prépare sa rupture avec le système social (mais pas avec l’économique) et la culture des dominants. Dans son désir d’être quelqu’un, d’être reconnu socialement, et en choisissant le seul moyen réel de faire de l’argent, le *malandro* renonce à l’intégration ordinaire du citoyen. Il rompt avec une certaine manière de vivre et agit selon de nouveaux codes, en rupture avec les normes sociales formelles. On sait bien sûr qu’il se rapproche ainsi de la “ vraie vie ” de la métropole, dont le yuppie et l’intellectuel ne sont que deux fantasmes ou deux expressions marginales. Mais il n’en défait pas moins un certain nombre de liens sociaux traditionnels ou modernes. Il rompt ainsi autant avec un certain passé qu’avec un certain futur.

Du travail du sociologue doit naître la volonté populaire de “ garder la ligne ”, de maintenir le contact, la liaison avec visionnaires très particuliers, permettre qu’ils s’expriment et soient entendus, empêcher que les villes soient un patchwork de mondes étrangers les uns aux autres, éviter que se prolonge au-delà du raisonnable le Grand Malentendu entre les dominés et les dominants, une spirale mortelle depuis que les dominés peuvent eux aussi s’armer, et qu’ils ne se donnent plus à voir qu’en armes. Inversement, il faut que les bandes comprennent en quoi leur logique et leur agir sont une logique et un agir paradoxaux. Pour cela, les sociologues doivent, réellement, faire du terrain et montrer aux gangs quelles sont les applications pratiques, négatives notamment, d’une telle situation.

Conclusion : une sociologie *gangsta* ou “ dégénérée ” ?

Les gangs sont actuellement *au cœur* du problème de la métropolisation du monde. Mais il n’en sont pas *le cœur*. Le cœur du problème, c’est la fragmentation des espaces et des sociétés de la modernité, affectation générale des agglomérations urbaines quelles qu’elles soient, mais dont les effets se font particulièrement et violemment sentir dans ce que l’on a pris l’habitude d’appeler “ le Sud ”. Les métropoles d’Amérique Latine font peur au monde parce qu’il est de plus en plus impensable de vouloir en contrôler le destin, mais aussi parce que cette perte de contrôle menace de plus en plus de villes du Nord. Mais plutôt que de condamner cette urbanisation “ irresponsable ” du Tiers-monde, ne faut-il pas simplement constater les limites de la pensée rationnelle appliquée à l’urbain ? Si l’on parvient à faire ce saut théorique (dans le vide ?), alors on peut espérer retrouver un lien social “ égalitaire ” dans nos sociétés boréales, où l’on a égaré cette certitude fondamentale : c’est notre refus de la hiérarchie qui nous distingue des animaux¹².

Un tel lien a été préservé, dans l’urgence et la violence, par ceux que l’on croyait les moins sociaux, les moins socialisés, les *malandros*, les membres des gangs, le peuple d’enfants et d’adultes de la rue. Encore faudrait-il ne pas chercher à le détruire mais à l’envisager comme une promesse de cette métropole latino-américaine fuyant l’Occident. Dans le *barrio*, dans la rue, sur les avenues, le *malandro* est le dernier génie du lieu. La métropole latino-américaine sera *malandra* – donc rusée et créative - ou ne sera plus. C’est l’irréductible *paradoxe de la vie mortelle* qui veut ça. Les conséquences pour les habituels décideurs de nos vies cruelles sont incalculables et, sans préjuger des déboires d’une culture cultivée devenue un instrument de domination des élites, on peut s’attendre à la voir très rapidement inopérationnelle dans un monde en

¹² Selon une formule de Michel Serres.

transformation. Les observateurs sont d'accord pour dire que les choses seront pires à l'avenir¹³. C'est donc peut-être ce que savent déjà les gangs aujourd'hui du pire, de la survie et de la solidarité, qui sera de première utilité demain, pour autant que l'on puisse préjuger de ce dont sera fait demain.

Mais les sociologues ne sauraient être moins métropolitains, c'est-à-dire moins paradoxaux, que les gangs au moment de se confronter à la sempiternelle question du " que faire ? ". La nouvelle sociologie que nous encourageons devra se détourner des évidences et des explications toutes faites : ce détournement en garantira la capacité critique et, plus modestement, la possibilité de découvrir des faits nouveaux, au-delà de l'éternelle répétition des analyses convenues (quelles soient d'ailleurs " conservatrices " ou " progressistes "). Pour cela, il faudra que les sociologues, eux aussi, puissent *faire et ne pas faire* quelque chose pour la métropole, à commencer par les gangs qui en sont les prototypes, en les aidant à renforcer leurs liens d'urgence, sans chercher à empêcher qu'ils ne les rompent, puisque l'on sait déjà que l'on n'empêche jamais que les choses sans importance, les choses graves trouvant toujours à se réaliser. A cette fin, et pour que nous puissions profiter de la critique globale au " système " que constitue chacune de leur vie perdue d'avance, il nous faut maintenant écrire les principes théoriques et la méthodologie de la sociologie urbaine d'aujourd'hui, celle que, pour l'instant et en signe de solidarité avec les *chamos* du barrio et les *homeboys* du ghetto, nous appellerons notre sociologie *gangsta*.

Esperando la ultima ola... - nous attendons la dernière vague de la modernité, en nous préparant à la surfer...

Lausanne, 8 février 2000

Références bibliographiques (ouvrages cités)

M. Augé (1992), *Non lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.

Y. Barel (1989), *Le paradoxe et le système*, Grenoble, Presses Universitaires.

J. Baudrillard (1990), *La transparence du mal*, Paris, Grasset.

D. Béhar (1995), *Banlieues ghettos, quartiers populaires ou ville éclatée ?*, in : Annales de la Recherche Urbaine n° 68-69, Paris, septembre-décembre.

B. Benderson (1998), *Pour un nouvel art dégénéré*, Paris, Payot & Rivages.

J. S. Bordreuil (1992), *Les ailes du dégoût : la télé-vision d'une émeute*, in : Libération, Paris, 20 mai.

P. Bourdieu et L. Wacquant (1998), *Sur les ruses de la raison impérialiste*, in : Actes de la Recherche en Sciences Sociales n°121/122, Paris, mars.

P. Clastres (1977), *Archéologie de la violence*, in : Libre no. 77-1, Paris, Payot.

Crash (1999), *Futur*, n° 10, Hiver 99/00, pp. 56-57.

G. Debord (1993), *Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande*, Paris, Jean-Jacques Pauvert.

E. Enriquez (1983), *De la horde à l'Etat - Etude psychanalytique du lien social*, Paris, NRF, Gallimard.

¹³ On a pu lire récemment cette terrible information : des enfants de Washington se mettent vers l'âge de onze ans à rédiger leur testament, à préparer leurs funérailles. Que penser d'une société où les enfants ont une espérance de vie moins grande que des personnes de cinquante ans et plus, et qui se mettent à penser et à envisager si sérieusement leur mort, exemple pris de celle de leur voisin et de leurs grands frères (DeNeen L. Brown, *The young and the fatalistic*, in : The Washington Post National Weekly Edition, 8-14 novembre 1993).

- Ph. Genestier (1994), *La banlieue au risque de la métropolisation*, in : Le Débat n° 80, Paris, mai-août.
- H. Lefebvre (1991), *Les illusions de la modernité*, in : I. Ramoney, J. Decornoy et Ch. Brie, éd., *La ville partout et partout en crise*, Manière de voir n° 13, Paris, Le Monde diplomatique, octobre.
- M. Maffesoli (1997), *Du nomadisme : vagabondages initiatiques*, Paris, Le Livre de Poche.
- D. Massey et N. A. Denton (1995), *American apartheid*, Paris, Descartes & Cie.
- Y. Pedrazzini (1990), *Projet Sul-Sud : la Culture d'urgence vs. Haute technologie ou les marginalisés du développement technologique en Europe du Sud*, Caracas, I.U-FAU/UCV.
- Y. Pedrazzini (1991), *La vie précipitée : violente, vite et vague - malandros, bandes et enfants de la rue, figures de l'extrême-urgence*, in : rapport de recherche final au FNSRS, Caracas et Berne, I.U.-UCV et FNSRS.
- Y. Pedrazzini (1994), *La métropolisation du Venezuela et les barrios de Caracas*, thèse de doctorat ès sciences sous la direction de M. Bassand, Lausanne, Département d'Architecture, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, novembre.
- Y. Pedrazzini (1995), *Créolité et chaos de la métropole latino-américaine*, in : J.-Ph. Leresche, D. Joye et M. Bassand, éd., Métropolisations : interactions mondiales et implications lémaniques, Genève, Georg Editeur.
- Y. Pedrazzini (1995), *Les gangs et le basket-ball dans les barrios de Caracas (Venezuela) : un essai d'anthropologie métropolitaine*, in : Revue Suisse de Sociologie, Vol. 21, n° 3, Zurich, novembre.
- Y. Pedrazzini et M. Sanchez R. (1998), *Malandros, gangs, bandes et enfants de la rue : culture d'urgence à Caracas*, Paris, Desclée de Brouwer et Editions Charles Léopold Mayer.
- Y. Pedrazzini et M. Sanchez R. (1994), *Vie violente et liens sociaux d'urgence : gangs du Venezuela et des Etats-Unis*, in : J. Pavageau, Y. Gilbert et Y. Pedrazzini, éd., Le lien social et l'inachèvement de la modernité, Paris, L'Harmattan.
- P. Simon (1992), *Banlieues : de la concentration au ghetto*, in : Esprit n° 182, "La France de l'exclusion", Paris, juin.
- H. Veillard-Baron (1994), *Les banlieues françaises ou le ghetto impossible*, Marseille, Ed. de L'Aube.